Contre une « stratégie de la tension » à la française

vendredi 23 janvier 2009, par AOUNIT Mouloud, BESANCENOT Olivier, BRAOUEZEC Patrick, MAMERE Noël (Date de rédaction antérieure : 23 janvier 2009).

***« Le pouvoir teste les défenses immunitaires de la société »* : Mouloud Aounit (MRAP), Olivier Besancenot (LCR/NPA), Patrick Braouezec (PCF) et Noël Mamère (Les Verts) cosignent un texte dans lequel ils dénoncent la multiplication des atteintes aux libertés publiques et l'ignorance délibérée de la crise sociale.**

Edvige, STIC, fichage ADN, Taser, Tarnac, Marciac, comparution immédiate pour de nombreux jeunes de quartier pendant que certains policiers incriminés dans des « bavures » attendent tranquillement un éventuel procès, mise au pas de la magistrature, mise sous tutelle de la télévision publique, mise en cause du droit d'amendement des parlementaires, acharnement judiciaire contre Jean-Marc Rouillan, délits d'outrage et de rébellion, pressions contre les journalistes comme dans l'affaire De Filippis, GPS pour les malades psychiatriques. Rétention de sûreté, prison dès 12 ans, mise à l'écart des SDF, chasse aux sans papiers ; attaques contre les mouvements de défense des droits, du Dal à la Cimade, retrait des financements aux associations d'éducation populaire...

La liste des atteintes aux libertés démocratiques s'allonge chaque jour, comme si une stratégie sécuritaire délibérée se mettait en place pour détourner les esprits des crises financière, sociale, économiqueet de la récession qui s'annonce.

Tout est mis en œuvre pour empêcher qu'un légitime refus social se transforme en opposition politique. Nous l'affirmons : Sarkozy organise délibérément une stratégie de la tension et met au pas tous les appareils qui gèrent le contrôle des populations : police, justice, éducation , travail social, presse. La stratégie sécuritaire de la tension vise à détourner l'attention de la question sociale et à constituer un climat de peur et de suspicion généralisés ; elle permet de criminaliser la pensée et l'action des secteurs de la population qui ne se laissent pas anesthésiés. Transformées en ennemis de l'intérieur ou en déviants , plusieursfigures sociales sont livrées en pâture à l'opinion : le juge laxiste, le « terroriste idéologique de l'ultra-gauche », le jeune des cités, ado ou pré-ado, le délinquant, le pédophile, le schizophrène...

On fabrique des discours fondés sur la génétique, le racisme ou le nationalisme, on produit des paroles à double sens, qui jouent sur la victimisation des uns et la culpabilité des autres. On pénalise à outrance les rapports sociaux, pour dessiner un nouvel ordre sécuritaire. Ainsi de l'inflation des lois d'exception, votées au gré des faits divers, qui engendre une extension indéfinie des règles juridiques du contrôle social : lois sur la psychiatrie et la délinquance des mineurs, contrôle des sources des journalistes, lois à répétition sur l'immigration.

L'Etat est privatisé au service d'un clan. Ainsi du contrôle du renseignement , avec la restructuration

de la DST en DCRI, sous l'autorité directe du président de la République et la constitution d'un domaine réservé de la police, le développement de la télé surveillance, l'extension des fichiers de type STIC ou Edvige…

Enfin, la théâtralisation des opérations à grand spectacle vise à frapper les esprits. D'abord expérimenté contre les sans-papiers, ce barnum médiatico-policier s'étend chaque jour un peu plus : le pouvoir teste les défenses immunitaires de la société, quitte à reculer lorsque sa résistance est trop forte. L'affaire de Tarnac en est un des exemples les plus significatifs : on institue une guerre préventive contre ceux qui auraient pu commettre des actes car ils en avaient « les moyens intellectuels »… Comme dans le film de science fiction, *Minority Report*, qui sanctionnait des coupables potentiels.

Le développement d'une répression de proximité participe à cette peur diffuse : depuis les révoltes de novembre 2005, le sarkozysme promeut un modèle centré sur la répression : extension de l'utilisation du Taser aux polices municipales, des Flash-ball avec lunettes de visée, des drones et des hélicoptères pour surveiller les banlieues, possibilités de gardes à vue d'une durée de 96 heures, développement d'officines para-étatiques, accords éducation nationale-Police, dont l'affaire de Marciac est symbolique .

Nous avons affaire à une clique qui organise la régression démocratique, en menant une véritable guerre contre les pauvres et tous ceux qui tentent de lui résister. Pour imposer ses pratiques de prédation, l'affairisme a besoin de son frère jumeau, l'autoritarisme. Nous sommes face à une dérive anti-démocratique qui s'apparente à ce que fût la « bushisation ». L'indignation devant l'accumulation des mesures liberticides ne suffit plus. La seule défense possible contre l'Etat sécuritaire, c'est le développement d'un mouvement massif pour la défense des libertés.

Il y a quelques années, toute la gauche politique, associative, syndicale, avait su se rassembler dans un comité national de vigilance contre le Front national. Aujourd'hui, devant la multiplication des atteintes aux libertés du président de la République et de son équipe, contre cette stratégie de la tension, nous en appelons à la vigilance citoyenne et à la constitution d'un mouvement de résistance pour les libertés .

N'ayons pas peur !

P.-S.

* Paru sur Mediapart :

http://www.mediapart.fr/club/editio…